

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Rapport d'évaluation

Master Science politique

- Université Lumière - Lyon 2

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Pour le HCERES,¹

Didier Houssin, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Sciences politiques

Établissement déposant : Université Lumière - Lyon 2

Établissement(s) cohabilité(s) : ENS Lyon/IEP de Lyon pour certaines spécialités

Le master mention *Science politique*, ouvert en 2004 et organisé sur deux années (M1 et M2), est une formation qui concilie à la fois :

- Une cohérence (dominante disciplinaire de la science politique même si d'autres disciplines de SHS (sociologie, anthropologie, histoire), mais aussi de philosophie, de sciences économiques et de gestion, et du droit sont mobilisées ; une 1^{ère} année commune à tous),
- Une modularité (les étudiants de M1 choisissent leurs cours d'approfondissement),
- Une spécialisation progressive mais forte dans l'un des trois champs sous-disciplinaires de la science politique (pensée politique, sociologie politique, sociologie de l'action publique) puis, au sein des parcours internes aux spécialités (trois parcours proposés par deux spécialités),
- Un choix offert entre recherche et professionnalisation (dès le M1, les étudiants sont amenés à choisir entre un parcours recherche ou un parcours renforcement en science politique).

Cette formation offre au final une palette diversifiée en termes de parcours de formation et de débouchés professionnels.

La formation est cohabilitée selon les spécialités avec l'école normale supérieure de Lyon (ENS Lyon), l'école nationale des travaux publics de l'état (ENTPE) et le VetAgro Sup.

Avis du comité d'experts

L'ensemble proposé par ce master apparaît cohérent et diversifié, offrant des débouchés professionnels fort variés. Si les modalités d'enseignement diffèrent quelque peu selon les spécialités, le master semble offrir une bonne diversité : cours, séminaires, ateliers, travaux individuels et en groupes....

Le caractère étoffé des équipes pédagogiques, les liens étroits avec les laboratoires lyonnais de recherche (adossement fort au laboratoire Triangle, tout en mobilisant d'autres UMR comme le Centre Max Weber, ou Rives/EVS), la place faite aux intervenants extérieurs semblent offrir les garanties d'une formation de qualité.

En tout état de cause, ce master apparaît comme pivot de la science politique dans l'environnement lyonnais (au regard de son portage institutionnel et des liens étroits avec plusieurs UMR), et les redondances en termes de formations au niveau régional sont limités, même si d'autres formations à dominante science politique existent sur le site lyonnais du PRES (Université Jean Moulin Lyon 3, Université Jean Monnet Saint-Etienne, l'Ecole Normale Supérieure de Lyon), et que des zones de contact peuvent exister au plan régional (ex : grade master *Administration et ingénierie de l'action publique* à Grenoble).

Les chiffres concernant les effectifs témoignent dans l'ensemble du succès que rencontre le master. Pour la 1^{ère} année de master, bien que les effectifs du master aient connu une légère diminution depuis 2011 (liée au choix de l'équipe de resserrer le nombre de candidats retenus en admission parallèle), ceux-ci restent très élevés pour un master *Science politique* : 164 en 2013 (contre un pic de 207 en 2011). En revanche, le recrutement en M1 apparaît concentré, tant du point de vue des origines géographiques qu'institutionnelles ; ce qui n'est pas surprenant au regard du caractère « généraliste » de l'année de M1 (on peut trouver l'équivalent dans d'autres villes), alors que les spécialisations de M2 sont précisément susceptibles d'élargir et de diversifier le recrutement. En M2, l'attractivité des spécialités est globalement bonne, même si la spécialité *Histoire de la pensée politique* abrite un effectif relativement réduit oscillant autour des 10 étudiants (13 en 2013/2014). Sauf à augmenter ces effectifs de quelques unités dans les prochaines années, peut-être faudra-t-il réfléchir à des rapprochements (se rapprocher de la philosophie pour bâtir une spécialité « Pensée politique » ? Se rapprocher de la spécialité recherche en sociologie politique pour construire une nouvelle spécialité recherche en science politique ?).

Nonobstant, on peut s'interroger sur l'intitulé de la spécialité *Politique publiques et gouvernements comparés*. En effet, de gouvernements comparés, il n'en est pas véritablement question dans la maquette et l'intitulé *Sociologie de l'action publique* serait probablement plus conforme.

Par ailleurs, les passerelles entre spécialités, et dans une moindre mesure entre parcours, n'apparaissent pas développées. Tout se passe comme si passée la 1^{ère} année de master, chaque spécialité devait fonctionner de manière autarcique. Autant l'autonomie se comprend, autant les équipes pédagogiques pourraient travailler à tisser davantage de liens.

Éléments spécifiques de la mention

Place de la recherche	La place de la recherche est inégalement distribuée (finalité recherche ou finalité professionnelle), mais le master bénéficie globalement d'un environnement scientifique satisfaisant grâce à son adossement à plusieurs centres de recherche reconnus (Triangle, Max Weber...).
Place de la professionnalisation	La professionnalisation du master (hors finalités recherche) apparaît correctement assurée grâce à une large ouverture vers les intervenants professionnels, la mise en place de réseaux de structures d'accueil pour les étudiants en stage, et l'organisation de partenariats de recherche avec des acteurs du monde socio-économique.
Place des projets et stages	Pour les spécialités avec parcours à finalité professionnelle, la place des stages est conforme aux standards classiques : stage obligatoire de trois mois minimum, avec rédaction de mémoire et soutenance.
Place de l'international	Ce master a dans l'ensemble fait preuve d'un souci d'internationalisation comme le soulignent tout un ensemble d'indicateurs (voir dans les éléments spécifiques propres aux spécialités).
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	En termes de recrutement, le master connaît une bonne attractivité (même si la spécialité <i>Pensée politique</i> éprouve plus de difficultés). En revanche, le recrutement apparaît concentré (sur le plan géographique et institutionnel).
Modalités d'enseignement et place du numérique	/
Evaluation des étudiants	/
Suivi de l'acquisition des compétences	Toutes les spécialités ne disposent à ce jour d'aucun portefeuille de compétences. Il s'agit d'un volet à travailler.
Suivi des diplômés	Dans l'ensemble, le suivi des diplômés gagnerait à être renforcé, précisé et formalisé.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	La mention master et ses différentes spécialités doivent réfléchir à la mise en place de conseils de perfectionnement susceptibles de formaliser davantage les échanges entre l'équipe pédagogique, le monde professionnel et les étudiants. Cette perspective ne vaut pas pour la spécialité ou les parcours à finalité recherche.

Synthèse de l'évaluation de la formation

Points forts :

- Ce master peut compter sur des ressources fortes en matière de recherche et d'enseignement.
- Ce parcours offre une modularité permettant aux étudiants d'affiner leur formation et leur projet professionnel.

- Dans deux des trois spécialités, l'équipe pédagogique a su nouer des liens avec l'extérieur permettant de faire une place significative aux intervenants professionnels.
- Ce master possède une internationalisation significative (mobilité, accueil des étudiants étrangers, stages, doubles diplômes).

Points faibles :

- Au niveau du M2, l'offre de formation apparaît en définitive assez balkanisée avec chaque « zone » pédagogique fonctionnant en relative autonomie. Les passerelles entre spécialités sont peu évidentes, et même les parcours au sein des spécialités apparaissent assez autonomes. La cohérence d'une spécialité comme « politiques publiques et gouvernements comparés » peut prêter à discussion tant le parcours PAGERS apparaît spécifique.
- La spécialité *Histoire de la pensée politique* abrite des effectifs réduits, de sorte que sa pérennité, en l'état, pose question. Peut-être faudrait-il imaginer un regroupement interne (spécialité recherche au sein du master) ou externe (regroupement avec le département philosophie).
- L'insertion professionnelle des étudiants ne ressort pas de manière explicite. Un suivi renforcé et précis serait utile.
- Les spécialités à finalité professionnelle n'ont pas encore mis en place de conseils de perfectionnement.

Conclusions :

L'offre de formation de ce master apparaît riche et diversifiée. Elle propose un parcours à la fois modulaire et une professionnalisation progressive mais assez forte dans l'ensemble. Les interrogations portent moins sur la qualité de la formation en tant que telle (les ressources pédagogiques, scientifiques et même professionnelles sont là pour offrir un parcours modulable de qualité) que sur l'intégration de l'ensemble concernant l'année de M2. Non seulement les spécialités fonctionnent de manière très autonome, mais au sein de la spécialité PPGC, les parcours eux-mêmes apparaissent très autonomisés. Pour le reste, le master gagnerait à combler certains manques ou insuffisances : portefeuille de compétences, conseils de perfectionnement, suivi des étudiants.... La spécialité *Histoire de la pensée politique* apparaît la plus fragile en termes d'attractivité.

Éléments spécifiques des spécialités

Histoire de la pensée politique

Place de la recherche	La formation <i>Histoire de la pensée politique</i> , gérée à l'ENS, étant une spécialité entièrement tournée vers la recherche, elle est logiquement adossée aux centres de recherche (laboratoire Triangle-Action, Groupe de recherche en épistémologie politique et historique ; Ecole doctorale de philosophie et Ecole doctorale de sciences sociales), ce qui lui procure un environnement de qualité.
Place de la professionnalisation	La finalité « recherche » explique que le document ne renseigne pas sur la place de la professionnalisation.
Place des projets et stages	Elle n'est pas précisée.
Place de l'international	La formation est liée par convention avec le Frankreich Zentrum de Freiburg dans le cadre du master <i>Etudes interculturelles franco-allemandes</i> .
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	La sélection en M2 s'effectue, en principe, après examen du dossier, mais la procédure de la préadmission s'applique à quelques étudiants ; ce qui leur permet d'entreprendre leur mémoire de recherche sur une période étendue. Le point le plus négatif vient des effectifs réduits, qui interrogent sur la pérennité de la spécialité en l'état. Peut-être faudrait-il envisager des rapprochements au sein du master (une spécialité recherche couplée avec sociologie politique) ou avec le département « Philosophie » (une spécialité recherche « Pensée politique »).

Modalités d'enseignement et place du numérique	/
Evaluation des étudiants	/
Suivi de l'acquisition des compétences	Le dossier ne fait état d'aucun dispositif d'acquisition des compétences. C'est un vide à combler.
Suivi des diplômés	Le suivi des diplômés concerne seulement les étudiants qui continuent dans la voie de la recherche. Par conséquent, ce suivi devrait pouvoir être amélioré, rendu plus exhaustif. Ceci est d'autant plus curieux qu'un service central prend en charge ce suivi (indépendamment des finalités).
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Aucun élément d'information ne figure dans le dossier, mais la finalité recherche peut justifier l'absence d'un conseil de perfectionnement (faible valeur ajoutée).

Politiques publiques et gouvernements comparés

Place de la recherche	Si les trois parcours de la spécialité s'appuient sur des équipes d'enseignants-chercheurs étoffées, seul le parcours <i>Analyse des politiques publiques</i> (qui pourrait être renommé car le volet « Gouvernements comparés » n'a rien d'évident) possède une finalité mixte, professionnalisante ou de recherche. L'adossé au laboratoire Triangle offre ici un environnement de recherche satisfaisant.
Place de la professionnalisation	Les trois parcours proposés par la spécialité ont une finalité professionnalisante relativement bien ciblée pour au moins deux d'entre-eux : postes d'évaluation et de suivi des politiques publiques, postes liés à la santé publique vétérinaire. La présence significative des intervenants extérieurs, combinée à un stage de longue durée offrent un cadre classique mais satisfaisant en termes de professionnalisation. Il faut noter la signature d'une convention avec le département du Rhône, avec la communauté d'agglomération de Grenoble, avec la Société Française de l'Evaluation.
Place des projets et stages	Au 2 nd semestre, un stage de longue durée est proposé aux étudiants.
Place de l'international	L'internationalisation apparaît poussée. Ainsi, cette spécialisation est labellisée « Master PALSE Université de Lyon ». Par ailleurs, elle est intégrée au sein de l'european masters in public administration consortium » (EMPA). Dans le parcours <i>Politique de l'alimentation et gestion des risques sanitaires</i> , sont organisés des voyages d'études auprès d'institutions internationales.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Cette spécialité connaît une attractivité satisfaisante du point de vue des effectifs.
Modalités d'enseignement et place du numérique	La spécialité comprend trois parcours : <i>Analyse des politiques publiques</i> (avec la participation de l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat), <i>Politique de l'alimentation et gestion des risques sanitaires</i> (partenariat entre l'IEP de Lyon et l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires), <i>Evaluation et suivi des politiques publiques</i> .
Evaluation des étudiants	Aucune information particulière ne figure dans le dossier.
Suivi de l'acquisition des compétences	Le dossier ne fait état d'aucun portefeuille de compétences. Ce qui pourrait inciter les responsables à la rédaction d'un tel document.

Suivi des diplômés	La spécialité ne dispose pas « d'un suivi assez rigoureux pour donner des chiffres ». Le document évoque une employabilité remarquable à partir des retours soit, dans le milieu public (collectivités territoriales, agences gouvernementales) soit, dans le champ associatif ou le secteur du conseil. Le document évoque les crédits liés à la labellisation « master de l'Université de Lyon » pour permettre la production à venir d'une enquête et d'un outil de suivi des promotions. Cela comblerait l'actuel déficit.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Aucun élément d'information ne figure dans le dossier. La place occupée par les finalités professionnelles justifie de réfléchir à la mise en place d'un conseil de perfectionnement.

Sociologie politique

Place de la recherche	La spécialité <i>Sociologie politique</i> comporte un parcours recherche qui bénéficie d'appuis de l'IEP de Lyon. Dans le parcours recherche, le 2 nd semestre est entièrement dédié au mémoire de recherche. Certains étudiants s'inscrivent ensuite en doctorat de science politique avec un financement assuré.
Place de la professionnalisation	La spécialité comporte deux parcours professionnels ; des enseignements techniques y sont mis en place. On signale l'intervention de praticiens. Régulièrement, une journée des métiers de la science politique est organisée.
Place des projets et stages	Dans les parcours professionnels, les étudiants (sauf ceux qui sont en formation continue) effectuent un stage d'au moins trois mois qui aboutit à un mémoire de stage. Nous avons ainsi affaire au format le plus classique en termes de stages (pour les M2).
Place de l'international	L'internationalisation apparaît satisfaisante à plusieurs titres : <ul style="list-style-type: none"> • Un enseignement en anglais est prévu dans chacun des parcours (ex : séminaire de science politique), • Présence d'étudiants étrangers, • Déroulement de certains stages à l'étranger, • Instauration de doubles diplômes : l'un avec le Frankreich Zentrum de Freiburg et l'autre avec l'Université de Turin.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	La sélection en M2 s'effectue, en principe, après examen du dossier. La procédure de la préadmission s'applique à quelques étudiants. La spécialité recrute également en formation continue ou permanente (et des commissions de recrutement spécifiques sont alors mises en place). Les deux formations de M2 pro ont jusqu'ici proposé des VAP (cinq dossiers pour le parcours <i>Syndicalisme et représentation professionnelle</i>), mais la VAE reste à ce stade une possibilité non utilisée. La spécialité (52 étudiants en 2013/2014, dont quatre en formation continue ou permanente) connaît une attractivité correcte à l'échelle locale. 11 étudiants sur les 52 ne viennent pas de l'université Lyon 2.
Modalités d'enseignement et place du numérique	/
Evaluation des étudiants	Les modalités d'évaluation varient selon les enseignements.
Suivi de l'acquisition des compétences	Il n'existe pas de portefeuille de compétences à ce jour. Le document indique que ce travail sera mené dans les prochaines années si l'Université Lumière - Lyon 2 engage des démarches en ce sens. Cela reste donc assez flou.
Suivi des diplômés	Bilan imprécis de l'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi un master pro en raison du caractère récent des formations (remaniées en 2011).
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Un conseil de perfectionnement n'a pas été mis en place. L'autoévaluation des formations n'a pas suscité l'instauration d'une procédure spéciale.

Observations de l'établissement

HCERES – RAPPORT D’EVALUATION – Observations de portée générale

Master de Science politique

L’inscription de la mention dans un champ intitulé « Sciences politiques » ne fait pas sens pour les porteurs du diplômes. L’intitulé du champ (au pluriel) répond à une conception des études politiques comme secteur de formation pluridisciplinaire traditionnellement proche du droit public, de l’économie... Si le master s’inscrit aujourd’hui dans le domaine « Sciences humaines et sociales », c’est précisément parce qu’il revendique une perspective de sciences sociales du politique par ses méthodes, ses objets et ses démarches. Il serait donc plus pertinent de l’inscrire dans un champ qui relèverait des sciences sociales.

La spécialité Histoire de la pensée politique accueille en effet un nombre réduit d’étudiants. Les options proposées en vue du rapprochement avec d’autres parcours ou spécialités, en sociologie politique ou en philosophie, ne sont pas satisfaisantes. Les objets comme les démarches de recherches sont en effet assez éloignés de ceux de la spécialité Sociologie politique, dont le parcours recherche ne souffre d’ailleurs pas des mêmes problèmes d’effectifs (une vingtaine d’étudiants chaque année) et dont le contenu des enseignements, pour beaucoup mutualisés avec les autres parcours de la spécialité Sociologie politique, est éloigné de l’histoire de la pensée. La formation à la recherche en histoire des idées diffère par ailleurs sensiblement de celle de masters de philosophie. On le retrouve dans l’adossement de la spécialité HPP à l’UMR Triangle plutôt qu’à un laboratoire de philosophie. Les liens les plus évidents, dans la formation de M2 comme au laboratoire Triangle, se nouent sans doute avec l’histoire de la pensée économique. Cependant, en l’absence de mention thématique consacrée à l’histoire des idées, ces deux formations ne peuvent que s’inscrire dans des mentions disciplinaires distinctes. L’équipe du master considère que l’histoire de la pensée politique, avec ses spécificités mais dans un positionnement scientifique partagé, trouve toute sa place dans la mention.

L’intitulé de la spécialité Politiques publiques et gouvernements comparés pose question pour le contrat qui s’achève et le rapport en suggère la modification. L’IEP de Lyon, principal porteur des parcours concernés, a d’ores et déjà proposé, pour le prochain contrat, de décliner différents parcours autour d’un nouvel intitulé : « Master de Politiques Publiques » (MaPP).

Le **portefeuille de compétences** relève, comme cela a été indiqué dans le dossier, de stratégies mises en place au niveau des établissements. A l’université Lyon 2, le descriptif des UE et des enseignements réalisé en vue de l’élaboration du supplément au diplôme pour le prochain contrat comprend un volet consacré aux compétences qui devra permettre de mieux recenser et valoriser ces dernières.

Le faible développement des passerelles entre spécialités et entre parcours au niveau M2 peut en partie résulter de difficultés organisationnelles qui tiennent à l'éclatement des formations sur différents sites. Les contraintes d'emplois du temps liées aux mutualisations entre parcours relevant d'une même spécialité rendent difficiles l'extension des mutualisations entre différentes spécialités. Cependant, pour l'essentiel, cette dissociation des spécialités de M2 relève du choix d'organisation de la mention. Le M1 propose un socle commun très renforcé, avec des jeux d'option qui permettent une forme de pré-orientation. La spécialisation se joue principalement en M2, année au cours de laquelle il importe donc de mettre l'accent sur les spécificités des formations en vue de l'acquisition de connaissances et de compétences propres à chaque domaine et de la professionnalisation des étudiants. Dès lors, si une meilleure coordination est sans doute souhaitable, elle relève sans doute davantage de la mise en place d'un pilotage commun que de contenus de formation mutualisés en M2.

Pour pallier les lacunes concernant le pilotage et l'absence de conseil de perfectionnement, la mise en place de nouveaux dispositifs est prévue dans le prochain contrat. Les réflexions menées dans le cadre du processus d'évaluation et suite aux retours de l'HCERES ont amené l'UFR d'Anthropologie, de Sociologie et de Science Politique à travailler à la mise en place de formes de « conseils de perfectionnement » dans l'ensemble des formations (chaque mention de niveau L et M). Partant du partage des expériences des différents départements au cours des dernières années et du besoin partagé d'outils de pilotage, les conseils ont pour objectif :

- L'évaluation des formations et des enseignements
- L'élaboration de propositions pour adapter ou améliorer les cursus
- Le renforcement de l'articulation entre formations de licence et de master
- La mise en place d'outils de suivi du devenir des étudiants.

Ces conseils se réunissent au moins une fois par an et rassemblent :

- Les responsables d'années et, éventuellement, de parcours
- Le ou la responsable des relations internationales pour le département
- Le directeur ou la directrice de département, et du département de Formation continue, le cas échéant
- Les gestionnaires de scolarité concerné.e.s
- Des représentant.e.s des étudiant.e.s
- Des représentant.e.s des mondes professionnels, selon le type de formation

Dans le cadre de la mention de Science politique, un conseil de perfectionnement sera ainsi mis en place pour le M1 et l'ensemble des parcours relevant du domaine de la sociologie politique dans la mesure où la mutualisation y est assez poussée. Comme le master associe plusieurs établissements, nous proposons qu'un conseil similaire soit mis en place à l'échelle de la mention, notamment en vue de travailler à l'orientation et au suivi des étudiants, comme à une meilleure articulation M1-M2.

Afin de **renforcer le suivi des diplômés**, l'UFR ASSP souhaite développer des annuaires et réseaux des « anciens », particulièrement précieux pour contribuer à l'insertion professionnelle des étudiants. Ces réseaux permettent de mieux connaître le devenir des anciens étudiants donc de mieux cerner les débouchés, de mettre en place des relations entre les étudiants actuels et anciens, de développer l'offre de stages, etc. L'UFR dispose d'expériences diverses en la matière (bureau des étudiants pour

la licence MIASHS, suivi des promotions pour certains diplômes en Formation continue). Malgré des bilans satisfaisants, les moyens humains de la composante sont insuffisants pour élargir ces pratiques à l'ensemble des diplômes. Certains diplômes, dont les parcours du master de science politique gérés par Lyon 2, pourraient ainsi expérimenter un outil proposé par l'établissement pour développer des réseaux des anciens étudiants. Chaque établissement impliqué dispose pour l'instant de ses propres outils de suivi des diplômés et il reste pour l'instant difficile d'envisager une mutualisation. Toutefois, la possibilité de mettre en place des outils partagés sera soumise au conseil de perfectionnement en vue de permettre un partage de l'information pour l'ensemble des étudiants de la mention.

Nathalie DOMPNIER et Gilles POLLET, Responsables du Master de Science politique
Nathalie DOMPNIER, Directrice de l'UFR d'Anthropologie, de Sociologie et de Science Politique


Jean-Luc MAYAUD
Président de l'Université Lyon 2

